



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

La Lettre de

LA CHINE HORS LES MURS n° 41

SOMMAIRE

Editorial, par Paul Clerc-Renaud	1
Etude, par Nicolas Audier.....	4
Point sectoriel. Stockage d'énergie, par Charlotte Roule	7
Les groupes chinois mondialisés :	
Origine et création de NARADA, par le comité France Chine.....	10
BRI digest : la BRI vue de l'Indonésie, par Geneviève Barré.....	12
Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise, par Paul Clerc-Renaud	15
Dernières nouvelles des relations franco-chinoises, par le comité France Chine	25

Editorial

Chine-Europe : Entre méfiance et « Grand Tournant »

La conclusion fin 2020 de l'accord CAI (accord global sur les investissements) avait marqué une étape importante dans la stratégie chinoise multinationale dont Nicolas Audier rappelle les grandes étapes dans l'article ci-dessous.

Hélas, son incertaine ratification, par le Parlement Européen, qui semble maintenant semée d'embûches et l'annonce, lors du sommet **UE-Inde** du 8 mai à Porto, de la reprise des négociations en vue d'un accord à trois volets simultanés principaux sur le commerce, les investissements et les origines géographiques ne vont pas dans le sens souhaité par Pékin de faire de l'Europe son partenaire stratégique aux dépens de l'alliance transatlantique et en l'absence de l'effet bénéfique Biden espéré sur les relations sino-américaines.

Le 5 mai, la Commission Européenne a proposé un projet de règlement visant à lutter contre les entreprises bénéficiant de subventions étrangères.

Les relations sino-européennes semblent donc marquées par l'incertitude.

Alors, allons-nous vers un climat de méfiance accrue ou vers le « Grand tournant » annoncé par notre collègue David Baverez dans son roman-fiction éponyme * passionnant et roboratif sortant le 12 mai ? Il offre aux lecteurs et aux lectrices un panorama exhaustif fort documenté des opportunités de coopération et d'incompréhensions sino-européennes dans le style parfois désopilant qui marquait déjà son « Paris-Pékin Express ».

L'Europe semble en tout cas avoir pris la mesure des enjeux technologiques et géostratégiques qui font l'objet, à coup de milliards, de la rivalité sino-américaine ainsi que des fenêtres d'opportunités qui s'offrent aux acteurs européens s'ils veulent bien résister aux tentations nombrilistes et utopiques (par exemple boycotter la 5G pour construire des pistes cyclables) pour retrouver leurs ambitions passées.

Cuisine de batterie européenne

Nous avons tenu nos lecteurs informés des progrès réalisés par les acteurs chinois dans le cadre des priorités stratégiques fixées par le président Xi (NTIC, spatial, blockchain, quantum...)

La présente lettre propose l'analyse de Charlotte Roule sur le secteur du **stockage de l'énergie et en particulier des batteries** destinées entre autres aux véhicules électriques dont la Chine est en train de devenir le marché et l'acteur numéro 1. Selon LMC Automotive, la Chine fabriquera 8m de voitures électriques en 2028 alors que l'Europe en fabriquera 5,7m et les constructeurs Nord-Américains seulement 1,4m à la même date. La mise en ordre de bataille des constructeurs chinois issus à la fois du secteur automobile et du secteur électronique et digital est en cours avec des investissements colossaux. Pour l'instant tournés vers le marché intérieur chinois, ils ont toutefois des ambitions globales et le « Tesla chinois » XPeng exporte déjà ses voitures électriques en Norvège et BYD ses bus électriques sur tous les continents.

La bataille se concentre sur les deux technologies clés des **batteries** et des **semiconducteurs** qui permettent les systèmes de contrôle intelligents et la conduite autonome. Malgré la chute vertigineuse du coût du kWh des batteries lithium-ion, ces dernières représentent encore 40% du coût de fabrication des véhicules et les leaders mondiaux sont chinois. Nous avons déjà précédemment présenté les sociétés BYD (CHM 31) et CATL (CHM 30, fournisseur entre autres de TESLA) dont le président Robin Zheng vient de déloger Li Ka Ching de la première place au palmarès des personnes les plus riches de Hong Kong avec une fortune de 34.5md USD. Le **Comité France Chine** présente ci-dessous une autre étoile montante du secteur : la société **NARADA**.

L'Europe s'est heureusement également lancée dans la course en vue de mettre en place un « Airbus » des batteries. Charlotte Roule nous en explique les objectifs et les acteurs prévoyant d'ambitieuses giga usines.

Les économies d'échelle sont considérables mais tout le monde recherche également la technologie disruptive par voie chimique ou nanotechnologique qui pourrait rebattre les cartes.

Sauts de puces ou giga fonderies ?

Le rebond des ventes automobiles conjugué aux demandes accrues de l'informatique et des télécoms du fait du télétravail venant s'ajouter à la perturbation des chaînes d'approvisionnement causées par la guerre technologique Chine-USA (cf. lettre CHM 37) expliquent la pénurie actuelle de semiconducteurs dont souffre entre autres le secteur automobile.

Consciente de son retard et de sa vulnérabilité, la Chine s'est d'abord lancée dans une politique de croissance externe visant à combler ses lacunes en achetant les compétences et les pépites en Europe et en Amérique. Malgré quelques succès dont en France l'acquisition de Linxens par Tsinghua pour 2md USD en 2018, elle s'est vite heurtée à la résistance des états concernés : veto américain aux offres d'achat de Broadcom et de Nvidia. La Chine a, à son tour, fait barrage au rachat du hollandais NXP par Qualcomm et de l'anglais ARM par Nvidia. Elle s'est alors lancée dans une stratégie d'autonomie en créant un fonds d'investissement de 204md RMB spécialisé sur les puces en 2019 et en ouvrant le Star Market à la bourse de Shanghai afin de stimuler les investissements privés. Cependant le manque de talents a conduit à des investissements parfois désastreux, telle la perte des 10md USD investis dans l'unité de Tsinghua Unigroup à Chongqing. D'où la création d'une faculté des semiconducteurs au sein de l'université Tsinghua visant à former les armées d'ingénieurs en complément de ceux débauchés à prix d'or aux concurrents taiwanais dont TSMC.

L'Europe a finalement pris conscience du danger et mis en place des mécanismes communautaires de filtrage des acquisitions lui permettant de protéger ses pépites. Ainsi, Mario Draghi vient-il de s'opposer au rachat du fabricant milanais d'équipements pour semiconducteurs LPE par Shenzhen Investment holding.

L'Europe a aussi décidé de s'efforcer de mettre fin à sa dépendance vis-à-vis :

du Taiswanais TSMC (qui produit pour des tiers 90% des puces de dernière génération 5nm et investit 100md USD sur trois ans pour une nouvelle usine de puces 3nm),

d'Intel et de Samsung, avec un objectif de faire passer de 10 à 20% d'ici 2030 la part européenne du marché mondial sur les puces de 5nm et de lancer la conception et la fabrication en Europe de puces de 3nm.

Le projet actuellement proposé par Thierry Breton et Marghrete Vestager vise à rassembler un financement public/privé de 20 à 30md EUR dont l'utilisation est encore débattue. L'option type Airbus viserait à créer une giga fonderie, si nécessaire en association avec TSMC ou Intel. L'alternative serait d'aider les pépites européennes ST Electronique, Infineon, ASML et NXP à collaborer en réseau vers le même but. Cette option est jugée plus réaliste et européenne par le consultant spécialiste du secteur Yole.

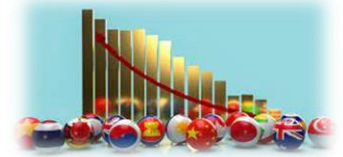
La compétition vers les sommets technologiques des semiconducteurs, portes d'entrée des technologies disruptives de demain (I.A., véhicules autonomes, Internet des objets, fin-edu-health-Tech...) sera rude et coûteuse. La Corée du Sud vient d'annoncer un plan sur 10 ans de 450MdUSD visant à assurer aux fabricants coréens de mémoires (Samsung et SK Hynix) le leadership mondial.

Ces derniers jours, IBM vient d'annoncer l'arrivée disruptive d'une puce de 2nm et Apple un investissement d'1md USD dans un centre de design de semiconducteurs de 30.000m2 à Munich.

Alors qui sait ? Peut-être l'Europe réussira t elle a se hisser de nouveau en première division pour les technologies de demain et à prendre le « Grand tournant » à ses conditions, avec la Chine.

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong

Etude



Les accords de libre-échange de la Chine

En novembre dernier, et moins de deux semaines après l'élection présidentielle américaine, la Chine, les pays membres de l'ASEAN et quatre pays du Pacifique ont signé le plus important accord de libre-échange au monde, le Partenariat Régional Économique Global ou le *Regional Comprehensive Economic Partnership* avec son acronyme anglais, le RCEP. Il concerne plus de 2,2md de consommateurs et représente 30% du PIB mondial.

Il inclut l'ensemble des pays de l'ASEAN : Vietnam, Malaisie, Singapour, Brunei, Indonésie, Philippines, Thaïlande, Laos, Myanmar, Cambodge et cinq pays du pacifique, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'Inde s'est retirée des négociations du RCEP en novembre 2019 en raison de ses préoccupations concernant son déficit commercial croissant avec la Chine.

Cet accord qui vient récompenser huit années de négociations est soumis à la procédure de ratification de chaque Etat membre (*étant précisé que seule la ratification par cinq pays membres de l'ASEAN et deux non membres de l'ASEAN est nécessaire pour son entrée en vigueur*). A ce jour, la Chine, la Thaïlande et Singapour ont déjà ratifié cet accord.

Le RCEP ainsi que les nombreux accords de libre-échange signés ou en cours de signature et/ou ratification, *le tout dernier étant l'accord sur les investissements étrangers entre l'Union Européenne et la Chine*, confirment la mondialisation active de la Chine et sa politique de 'Global Trade'.

Cette note vise à présenter dans les grandes lignes le RCEP et les nombreux accords de libre-échange de la Chine.

RCEP

Le RCEP vise à créer la plus grande zone de libre-échange au monde, en éliminant l'ensemble des barrières tarifaires et non tarifaires, sans aucune exclusion sectorielle majeure, dans le domaine du commerce de marchandises.

Il comprend 20 chapitres, 17 annexes et 54 listes d'engagements.

Une fois ratifié, cet accord permettra à terme la suppression de près de 90% des tarifs douaniers actuellement appliqués sur les biens agricoles et industriels, 65% dès l'entrée en vigueur du RCEP, et la suppression des 25% restant étant échelonnée sur une période de 20 ans.

Le RCEP est un accord commercial progressif qui s'adapte aux spécificités économiques de chacun de ses membres.

L'accord prévoit une harmonisation des règles d'origine, une simplification des mesures douanières, (un seul certificat par produit), avec pour objectif de développer des chaînes de valeur régionales.

L'accord prévoit aussi quelques facilités en matière d'investissement et de propriété intellectuelle. Il prévoit par exemple un assouplissement des restrictions concernant les plafonds de participations étrangères ainsi que la mise en place de dispositifs harmonisés de protection et de renforcement des droits de propriété intellectuelle de la région.

En revanche cet accord ne prévoit aucune norme sociale ou environnementale, ni de restrictions pour les entreprises d'Etat.

Les 15 Etats signataires espèrent ainsi relancer les investissements dans la zone après les effets économiques négatifs de la pandémie du Covid-19. Pour la Chine, il s'agit d'une victoire importante, elle assoit ainsi un peu plus son influence dans toute la région face aux États-Unis.

Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP)

La Chine a exprimé sa volonté de rejoindre le CPTPP par la voix de son Premier Ministre Li Keqiang, indiquant en substance que « la Chine est prête à considérer positivement une adhésion à cet accord ». Le CPTPP avait été conçu à l'origine comme un accord multilatéral de libre-échange entre 11 pays de la zone Asie-Pacifique visant à contrebalancer l'influence Chinoise dans la région. Le CPTPP inclut l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Les États-Unis se sont retirés de cet accord en 2017.

Cet accord est plus ambitieux que le RCEP car il prévoit des normes sur l'environnement, sur la protection des travailleurs, l'interdiction des subventions pour les entreprises publiques, le commerce numérique, la libre circulation des données et la restriction de la localisation de l'utilisateur.

Le 1er février 2021, le Royaume-Uni a demandé officiellement à rejoindre l'accord, contrairement à la Chine qui n'a formulé aucune demande officielle.

Chine / ASEAN

Cet accord de libre-échange, signé en 2004, est entré en vigueur au mois de juillet 2005. Depuis lors, il a été enrichi à diverses reprises, notamment par un accord sur les services en 2007, un accord sur les investissements en 2009, et en 2015 par un accord sur la simplification des procédures douanières et sur l'origine des produits. Les signataires de l'accord ont ainsi éliminé entre eux 90% des droits de douane depuis 2010 (à partir de 2015 pour le Cambodge, le Laos, Myanmar et le Vietnam).

Les tarifs douaniers imposés aux biens chinois sont passés de 12,8% à 0,6%.

Chine / Corée du Sud / Japon (en cours de négociation)

Les pourparlers autour de ce projet d'accord multilatéral de libre-échange sont engagés depuis 2012. Ces trois pays déjà signataires du RCEP souhaitent créer un accord qui va encore plus loin sur la libéralisation des échanges entre ces membres.

Une 16ème réunion de négociations s'est tenue en décembre 2019.

Accords bilatéraux

Chine / Australie

L'accord de libre-échange signé en juin 2015 entre la Chine et l'Australie est le fruit de 21 réunions de négociations étalées sur une période de 10 ans. Cet accord élimine les droits de douane entre les deux pays de manière progressive : 85% depuis la date d'entrée en vigueur en décembre 2015, ce seuil ayant été porté à 93% en 2019, avant qu'il atteigne 95% lorsque l'ensemble de ses dispositions seront pleinement appliquées. Ce seront également 99,9% des droits de douane qui seront levés dans le secteur de l'énergie et des produits manufacturés à l'horizon 2024. Cet accord a également permis d'entrouvrir de part et d'autre l'accès au secteur des services, notamment dans le domaine du droit, de la finance, de la santé ou encore des télécommunications.

Chine / Cambodge

Après de courtes négociations (moins de 7 mois), la Chine et le Cambodge ont signé un accord bilatéral de libre-échange le 12 octobre 2020 qui a vocation à supprimer 97,5% des droits de douane chinois et 90% des droits de douane cambodgiens au terme d'une période de 10 ans.

Cet accord intervient après les sanctions de l'Union Européenne contre le Cambodge en raison de la situation des droits de l'homme dans ce pays. L'Union européenne a retiré l'accès en franchise des droits au marché qui était prévu par le programme « Everything but arms » (EBA).

Chine / Corée du Sud

Cet accord de libre-échange signé en juin 2015, entré en vigueur en décembre de la même année 2015, vise à éliminer sur 20 ans l'ensemble des droits de douane appliqués entre la Chine et la Corée du Sud sur plus de 90% des produits. Plus précisément, la Corée du Sud renonce à ses droits de douane sur 92% des produits chinois (soit environ 73,6md USD d'importations) et la Chine fait de même pour 91% des produits sud-coréens (soit une valeur d'importations approximative de 141,7md USD).

Cet accord exclut certains produits agricoles, riz, blé, produits laitiers, sucre, bœuf et porc, dans le but de protéger les agriculteurs sud-coréens, mais aussi certains secteurs manufacturiers comme celui de l'automobile et de la production d'écrans.

Chine / Nouvelle-Zélande

Cet accord a été signé le 7 avril 2008 et il est entré en application le 1er octobre de la même année. Depuis 2019, 97% des produits exportés de Nouvelle-Zélande ne sont plus sujets aux droits de douane chinois, à l'exception de la plupart des produits laitiers qui n'en seront exemptés qu'en 2022 ou en 2024 pour la poudre de lait.

Le 26 Janvier 2021, les deux pays ont signé un protocole sur l'amélioration de leur accord de libre-échange, visant à la suppression des tarifs douaniers sur le bois, les fruits de mer, les produits laitiers ainsi que les coûts de mise en conformité, une nouvelle optimisation des règles d'origine.

Sur la base du RCEP, la Chine élargira son ouverture dans des domaines tels que l'aviation, l'éducation, la finance, les soins aux personnes âgées et le transport de passagers vers la Nouvelle-Zélande.

Les deux pays se sont aussi engagés à ne pas diminuer les normes écologiques dans le but d'obtenir un avantage commercial.

Chine / Singapour

Cet accord signé en octobre 2008 a pris effet au 1er janvier 2009. Par la suite, un protocole additionnel est également entré en vigueur au mois d'octobre 2019 après avoir été signé en 2018.

Cette amélioration était nécessaire pour Singapour qui a pour principal partenaire commercial la Chine, avec 137md USD d'échanges en 2017.

Cet accord voit supprimer 95% des droits de douane chinois sur les exportations singapouriennes. Inversement, cet accord supprime l'ensemble des droits de douane singapouriens sur les produits chinois. La Chine a aussi bénéficié de facilités pour investir sur le marché singapourien, notamment dans le secteur de l'éducation.

Le protocole additionnel a quant à lui permis l'ouverture des secteurs de la construction, du droit ou encore des services de transport maritime en Chine, ainsi qu'aux investissements. Il favorise l'investissement en mettant en œuvre des dispositions spécifiques relatives au remboursement de l'impôt, au traitement minimum et aux clauses de transfert.

Trois chapitres ont été ajoutés à cet accord, le premier portant sur le commerce électronique, le second sur la politique de la concurrence et le dernier sur l'environnement.

Autres accords de libre-échange de la Chine

La Chine a également conclu d'autres accords bilatéraux de libre-échange avec la Mauritanie, les Maldives, la Géorgie, la Suisse, l'Islande, le Costa-Rica, le Pérou, le Pakistan, le Chili, ainsi qu'avec ses régions administratives spéciales Hong-Kong (CEPA signée 29/06/2003, effectif dès la signature) et Macao (CEPA signée 17/10/2003, effectif au 1er janvier 2004)

Accords de libre-échange en cours de négociation avec la Chine

La Chine négocie actuellement un accord de libre-échange avec le Conseil de Coopération des Pays du Golfe, le Sri Lanka ou encore Israël, la Norvège, la Moldavie, le Panama et la Palestine.

Accords de libre-échange à l'étude par la Chine

La Chine examine la possibilité d'entamer des négociations en vue d'un accord de libre-échange avec la Colombie, les Fidji, le Népal, la Papouasie Nouvelle-Guinée, le Canada, le Bangladesh, la Mongolie et la Suisse.

Ces nombreux accords de libre-échange illustrent l'influence croissante/majeure de la Chine dans le commerce mondial (la 'Chine Hors les Murs') et assoit ainsi un peu plus son influence dans toute la région face aux États-Unis.

Nicolas Audier, CCE Vietnam

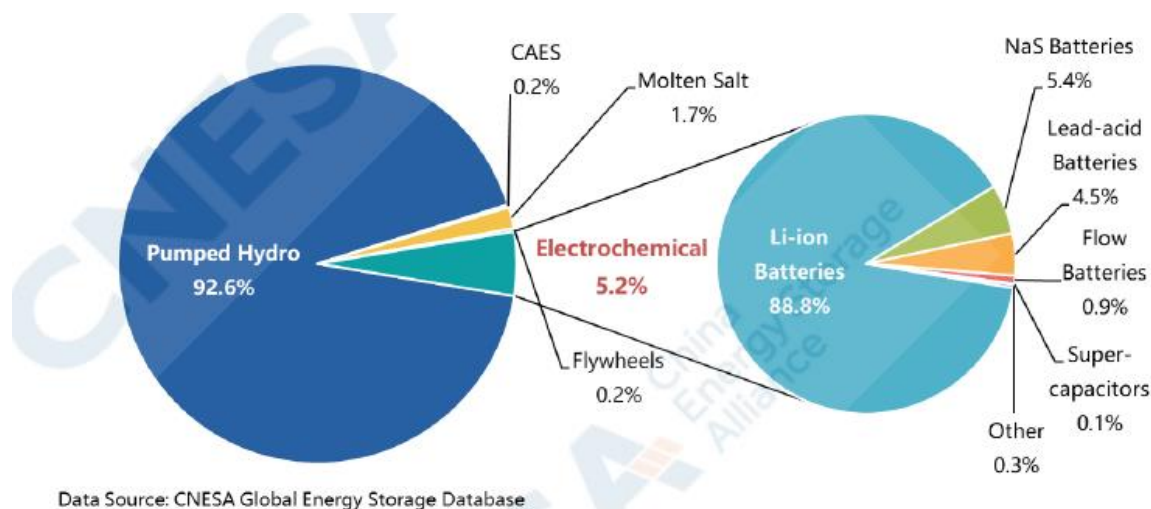
Secteur

Stockage d'énergie : le positionnement de la Chine, un défi pour l'Europe

Un virage. C'est le chemin que nous empruntons mondialement alors que l'adhésion aux enjeux de lutte contre le dérèglement climatique et en faveur de la neutralité carbone semble maintenant très largement partagée.

Dans le passé récent, cette évolution a été politiquement marquée par l'accord de Paris, signé à l'occasion de la COP21. Elle a été renforcée par une pression sociétale continue, puis par des financements beaucoup plus sélectifs. La crise pandémique que nous traversons, dans toute sa brutalité et la manière qu'elle a eu de mettre en lumière notre fragilité, a probablement constitué la touche finale du basculement : l'impératif de transition énergétique ne suscite plus de débat, avec en toile de fond la volonté d'un retour "vert" à la croissance et l'innovation.

Dans ce contexte, le stockage d'énergie, qui émergeait déjà rapidement, pourrait devenir clé. Il recouvre une grande variété de technologies, depuis le stockage hydro-électrique ou le stockage de gaz naturel jusqu'à des techniques plus neuves, notamment dans leurs dimensions actuelles, telles que les batteries ou l'hydrogène.



Accumulated global energy storage market capacity (2000-2019)
In: China Energy Storage alliance (CNESA) Energy Storage Industry White Paper 2020

Les batteries représentent une part encore modeste du stockage d'énergie mondiale ; cependant, elles connaissent une croissance extrêmement forte et partie pour s'accélérer ; avec au cœur du dispositif la Chine, sur son marché comme en dehors. Les autres acteurs s'organisent, notamment l'Europe, avec un enjeu fort de comblement de l'avance prise par la Chine.

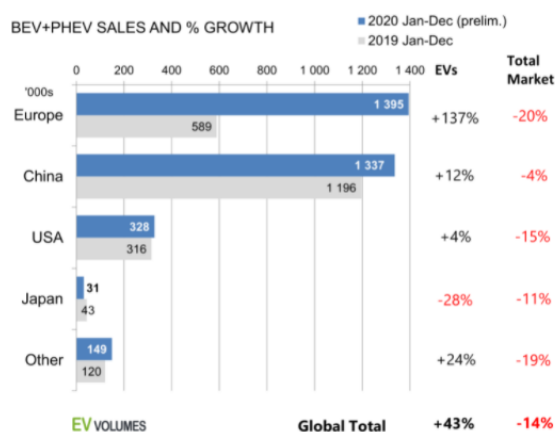
Le stockage d'énergie : quelles utilisations ? Quels sous-jacents à la croissance ?

S'agissant d'un sujet aussi technique recouvrant des réalités variées, commençons peut-être par un tour d'horizon de l'utilisation possible des batteries. Elles répondent à différents besoins en énergie, dont certains peuvent être couverts par d'autres types de stockage et d'autres sont spécifiques aux batteries.

Viennent à l'esprit en premier lieu bien sûr les batteries en support de la **mobilité électrique**.

Les ventes de véhicules électriques ont mieux résisté, mondialement, que celles de véhicules thermiques au choc causé par la pandémie, notamment en raison d'un robuste carnet de commandes.

Avec tout de même une baisse de près de 20% en 2020, elles repartent à la hausse et le marché anticipe une part



Source : EV-Volumes.com

de véhicules électriques dans les ventes totales de véhicules de 10% à l'horizon 2025 et près de 30% en 2030 – en croissance encore au-delà.

L'Europe a dépassé la Chine en termes de ventes de véhicules électriques en 2020. Témoignage de son engagement dans la transition énergétique, notamment en matière de mobilité, ce positionnement implique aussi un lien fort avec la Chine, qui reste un fournisseur clé en ce domaine. Ces deux régions devraient en tout état de cause rester le moteur principal de la croissance du secteur avec, pour les véhicules électriques, un volume de ventes anticipé approchant les 3/4 du volume mondial en 2030.

Au-delà de la mobilité, les batteries sont un excellent partenaire de la neutralité carbone dans le secteur de l'énergie même. La part croissante de production renouvelable dans le mix électrique rend en effet la gestion de l'intermittence cruciale.

- Pour le **réseau électrique** lui-même, avec l'enjeu de délivrer effectivement et en continu l'électricité à tous les usagers.

L'intermittence inhérente à la plupart des énergies renouvelables concerne la stabilité du réseau, avec une capacité d'anticipation de la production susceptible de se détériorer dans cette période de transition. Le stockage d'énergie, positionné sur des points stratégiques du réseau, est de nature à alléger cette contrainte physique et *in fine* commerciale.

Ce qui est en jeu, ici, ce sont de grosses installations, appelant un engagement public. De manière surprenante, quand on connaît l'importance du sujet pour la Chine, c'est dans ce pays que le développement a connu un ralentissement brutal, alors que Pékin clarifiait, en mai 2019, que les investissements correspondants ne seraient pas intégrés dans le tarif de transmission. Reste que le sujet conserve toute sa pertinence et que des évolutions demeurent donc probables.

- Pour des usages **sur place**.

On vise là des approches complètes, en particulier un couple solaire-batterie. Ce modèle existe déjà ; sa généralisation dépendra largement de la structure de prix pour l'électricité générée et des coûts d'investissement.

Toujours sur place, un modèle différent peut être envisagé, sans jumelage avec du « renouvelable », avec le stockage comme instrument « d'effacement de la pointe ». En Chine, même si la réforme du marché de l'électricité reste à venir sur le plan national, ce modèle est d'ores et déjà possible et développé dans les provinces du Guangdong, du Jiangsu et de Shanghai.

Dans un registre un peu différent, les batteries peuvent fournir l'alimentation électrique du réseau 5G. Pour la Chine, dans ce domaine, la demande est attendue en croissance, à un niveau qui dépasserait 10 GWh dès 2022 (10,8 GWh anticipés, soit une hausse de 42% par rapport à 2020), avec un potentiel d'utilisation fort pour les batteries recyclées. La mise à niveau pour la 4G alimente encore davantage cette opportunité de croissance.

Une chaîne de valeur dominée par la Chine

Les utilisations évoquées plus haut sont communes à la plupart des pays développés, et ont le potentiel pour devenir pertinentes au niveau mondial.

La Chine travaille sur toutes ces opportunités et bénéficie d'un terrain de jeu massif pour tester ses technologies. Au-delà des besoins émanant du programme "China Manufacturing 2025", le plan « Nouvelles Infrastructures », mis en place au sortir de la crise pandémique dans le pays, vient renforcer cet effort avec des axes de développement touchant la 5G, le réseau ultra-haute tension et le chargement de véhicules électriques. La Chine démontre une capacité solide pour développer de nouveaux produits, avec des projets clés identifiés pour l'innovation technologique stratégique (lithium-ion principalement) sur des usages variés allant jusqu'au soutien à la production thermique d'électricité.

En ce qui concerne les cellules de batteries, la capacité de production a quintuplé entre 2013 et 2020 pour atteindre 549 GWh/an... Et, à près de 80%, elle se situe en Chine. Celle-ci est en particulier le plus gros producteur et exportateur de batteries lithium-ion. En se plaçant très rapidement sur la fabrication, la Chine est devenue une force de marché incontournable, y compris en termes de savoir-faire et de capacité d'innovation (voir en particulier l'analyse d'acteurs chinois dans nos numéros 30 et 31 – CATL, BYD, et Yutong pour les autobus électriques).

Le développement du secteur est tel que de nombreux marchés cherchent à devenir autonomes. Pour autant, en ce qui concerne les composants, la dépendance à l'Asie reste très forte.

Ainsi, sur la cathode, qui détermine la performance de la batterie et représente environ 50% des coûts de production, les capacités de traitement mondiales sont à près de 95% localisées en Chine, au Japon et en Corée du Sud.

En ce qui concerne l'anode, des capacités sont identifiées sur 5 pays seulement, et la Chine a mis en service 78% des capacités aujourd'hui en place mondialement.

La fabrication de séparateurs est généralement et naturellement proche de la construction de batteries. Elle est localisée presque intégralement aujourd'hui en Chine, au Japon et en Corée du Sud.

La capacité de production d'électrolytes se situe pour plus de 60% en Chine. On en trouve également aux Etats-Unis, avec des sociétés en pointe telles que Mitsubishi Chemical ou BASF – cette dernière, également très présente en Chine. Les métaux, enfin.

L'Argentine, le Chili et l'Australie sont leaders dans la production de lithium. Concernant le cobalt, la République Démocratique du Congo est l'acteur clé. Pour le nickel, l'Indonésie et les Philippines sont particulièrement présentes, avec des réserves également en Australie, au Brésil mais aussi en France, avec la Nouvelle-Calédonie (8,1% de la production mondiale de nickel « primaire »).

Cependant, le traitement et la transformation des métaux se situent à proximité d'usines chimiques ou d'usines de production de batteries, et la Chine est le leader mondial en la matière pour ces trois métaux.

L'Agence Internationale de l'Energie ne s'y est pas trompée : elle a appelé explicitement le 5 mai dernier les Etats à constituer des stocks de métaux pour pallier le risque de rupture d'approvisionnement. Elle identifie des besoins en lithium, cobalt et nickel multipliés respectivement par 42, 21 et 19 d'ici à 2040.

Et l'Europe ?

Forte de ses engagements dans la lutte contre le dérèglement climatique et du "European Green Deal", la Commission Européenne a lancé ce qu'il est maintenant commun d'appeler l'Airbus des batteries. L'objectif est clairement de pallier la dépendance forte qui s'est créée vis-à-vis de la Chine, alors que, s'agissant des batteries lithium-ion, l'UE assure seulement 1% de la production mondiale.

Dès 2017 est lancée la plate-forme "European Battery Alliance" ("EBA"). Avec sept Etats membres, dont la France, et dix-sept industriels, dont PSA, Saft et Solvay, des partenaires externes et la Banque Européenne d'Investissement (BEI), ce projet doit créer et sécuriser la chaîne de valeur de cellules de batteries en Europe. Malgré son nom, plutôt que de former une entité unique à la manière d'Airbus, elle doit conduire à la formation de divers consortiums entre Etats membres et entreprises.

En décembre 2019, la Commission Européenne donne son accord pour un financement de 3,2md EUR pour cette plate-forme, répartis entre les différents Etats. En tête de ces investissements, l'Allemagne et la France. 10 à 20 giga-usines sont considérées comme nécessaires pour couvrir les besoins de l'Europe. En France, les deux giga-usines d'ACC (Saft et Stellantis) devraient être mises en service en 2023.

Le besoin européen n'en reste pas moins attractif pour les investisseurs hors Europe. En Allemagne, le constructeur chinois CATL a ainsi engagé la construction d'une usine de cellules qui devrait être mise en service en 2022.

En janvier 2021, la Commission a poursuivi l'effort engagé et mis 2,9md EUR supplémentaires d'aides publiques pour un second projet, "European Battery Innovation", commun cette fois à douze Etats membres et impliquant une quarantaine d'entreprises, dont Tesla. Avec pour objectif le développement de batteries de nouvelle génération, ce projet suscite de la part des Etats membres l'ambition de lever 9md EUR supplémentaires auprès d'investisseurs privés.

Si des incertitudes peuvent émerger sur la force de frappe dont disposera effectivement l'Europe, notamment du fait des avancées en dehors du projet de certains acteurs, la Commission anticipe que l'Union devrait devenir le second producteur au monde de batteries d'ici à 2025. Au-delà de la mobilité électrique, les applications en soutien du réseau devraient augmenter, selon l'Agence Européenne de Stockage de l'Energie, avec 3 000 MWh d'installations de stockage électro-chimique mises en service en 2021.

La robustesse de la Chine sur toute la chaîne de valeur, de même que le savoir-faire acquis et la capacité à tirer les prix vers le bas par effet d'échelle notamment, restent un défi pour l'Europe.

La présence de nombreuses usines en Chine, y compris pour les acteurs européens, rend par ailleurs encore plus cruciale pour la Chine la nécessité d'avancer rapidement. Elle a, d'une certaine manière, une partie de l'impact productif (y compris la pollution) sur son territoire et pourrait poursuivre une approche agressive pour renforcer ou conquérir des marchés hors ses murs, simplement pour atteindre son ambition de neutralité carbone en 2060.

Il faut noter aussi l'émergence sur ce secteur d'acteurs chinois déjà puissants mais qui s'intéressent maintenant en outre aux véhicules électriques. Huawei doit développer ses premiers véhicules, Xiaomi a annoncé un plan d'investissement à 10 ans de 10md USD. Evergrande, développeur immobilier, s'y était lancé dès 2018 avec un succès mitigé (et certainement un endettement accru). Dans tous les cas, l'appétit commercial semble loin de décliner.

Pour l'Europe, trouver le juste équilibre entre l'autonomisation et les impératifs de transition énergétique pourrait être un exercice délicat dans les années à venir.

Charlotte Roule, CCE Chine

Les groupes chinois mondialisés

ORIGINE ET CREATION DE NARADA

NARADA BATTERY

Une entreprise qui innove pour un développement plus durable

NARADA POWER SOURCE est une société chinoise créée à Hangzhou en 1994 spécialisée dans la fabrication de batteries, aujourd'hui devenue un leader mondial de solutions de stockage énergétique. NARADA développe et commercialise des batteries de secours de communication ou encore des batteries de stockage d'énergie motrice et d'énergie renouvelable. Les produits faisant partie de la gamme de NARADA vont des batteries VRLA aux batteries lithium-ion en passant par les piles à combustibles, ce qui permet à la société chinoise de se positionner sur les secteurs des télécommunications, de l'énergie électrique ou des industries d'infrastructures. Les batteries proposées par NARADA sont également utilisées pour stocker efficacement l'énergie renouvelable générée par les installations photovoltaïques et les parcs éoliens.

La société est cotée à la bourse de Shenzhen depuis 2010. Elle a ouvert une usine à Shanghai en 2001 pour les batteries au lithium, puis une nouvelle usine à Hangzhou en 2009 et enfin une usine a ouvert à Wuhan en 2017. Cette même année, NARADA a enregistré des revenus d'un montant de 8,637 milliards de yuans (soit 1,376 milliards de dollars américains) avec une croissance de 30% par rapport à l'année passée. D'après le rapport annuel de NARADA de 2020, la croissance du groupe reste constante.

Le rôle crucial des objectifs gouvernementaux dans l'expansion du secteur

Le 14^{ème} plan quinquennal adopté en 2021 dessine une nouvelle fenêtre d'opportunité pour le développement de l'industrie du stockage de l'énergie, puisque cette dernière joue un rôle clé pour les énergies renouvelables et l'atteinte des objectifs de la Chine en matière de neutralité carbone. En Chine, de nombreuses institutions financières ont déjà investi dans des sociétés de stockage d'énergie. Plusieurs exemples peuvent être donnés tels que l'investissement de 10,6 milliards de yuans de HILLHOUSE CAPITAL dans la société CATL, ou les introductions en bourse de nombreuses sociétés de stockage d'énergie telles que PYLONTECH ou TIANNENG. Le secteur du stockage d'énergie s'est déployé en renforçant des leaders comme CATL, SUNGROW, BYD ou dans le cas présent NARADA.

Le stockage d'énergie séduit de plus en plus les acteurs non-traditionnels du secteur, comme les géants des télécommunications HUAWEI et ENVISION, ou comme certaines entreprises spécialisées dans l'énergie solaire (LONGI, TONGWEI, TRINASOLAR). De nombreuses sociétés minières, énergétiques et d'électricité explorent de nouvelles opportunités dans le stockage d'énergie.

L'un des points forts de NARADA a été sa capacité à améliorer la chaîne industrielle : la société a débuté en fabricant et détaillant des batteries, puis s'est repositionnée en fournissant des solutions de système et des services d'exploitation pour la production et le stockage d'énergie. Enfin, NARADA a mis un point d'honneur à renforcer ses capacités de recyclage d'énergie, étant ainsi présente sur le spectre complet de la chaîne industrielle. La société a notamment augmenté sa capacité de récupération du plomb (210 000 tonnes par an), lui permettant d'augmenter ses revenus chaque année.

L'innovation comme moteur du développement de NARADA

La stratégie de NARADA pour soutenir sa croissance repose sur la stimulation de l'innovation et l'importance donnée à la recherche et au développement (R&D). La société possède un centre de R&D tout équipé dans la ville de Lin'an, et compte plus de 200 employés de R&D. Une usine de production de batteries au lithium à Linping met également en place des activités de R&D. A la fin de l'année 2017, NARADA tire de son activité de R&D 3,03% du total de ses recettes. Le groupe fait également en sorte de protéger son

innovation. Son portefeuille comprend plus de 90 brevets couvrant inventions, modèles d'utilité et conceptions de matériaux électrochimiques, de cellules, de batteries et de systèmes de stockage.

NARADA possède des laboratoires internes, accrédités par le service national chinois d'accréditation pour l'évaluation de la conformité (CNAS), permettant de réaliser des essais de batteries. Ces laboratoires respectent donc les normes chinoises et internationales pour les batteries au plomb et au lithium. De cette manière, NARADA parvient à mettre sur le marché de nouveaux produits, à ouvrir progressivement leurs champs d'application et à répondre aux exigences de traçabilité des méthodes et des équipements de ses différents clients.

Les besoins du client et enjeux contemporains au cœur des préoccupations de NARADA

NARADA a développé ses activités à travers un large réseau mondial de ventes et de livraisons. La société basée à Hangzhou propose désormais des services dans toute l'Asie (Singapour, Malaisie, Philippines), et au-delà (Royaume-Uni, Argentine, Etats-Unis). 150 pays sont aujourd'hui desservis en batteries par le groupe. Afin de maintenir un contact privilégié avec le monde universitaire et la communauté scientifique, NARADA accueille scientifiques, chercheurs et consultants étrangers au sein de ses installations.

NARADA a placé l'objectif de l'avènement d'une société à faible émission carbone comme une de ses priorités les plus pressantes :

- **En Chine, NARADA a acquis une participation de 49% dans HUABO TECHNOLOGY, société positionnée dans le secteur du recyclage des batteries en Chine**, devenant ainsi une filiale de NARADA. Les capacités de recyclage de HUABO ont donc augmenté pour dépasser un million de tonnes de batteries au plomb recyclées par an. **NARADA a également ouvert la première station distribuée de stockage de l'énergie photovoltaïque avec du courant continu**, la station de Qinghai Huaneng. La société chinoise s'engage alors plus volontairement dans la production d'énergie renouvelable à destination de ses clients.
- **En septembre 2019, NARADA annonce la signature d'un contrat de coopération avec la filiale chinoise du groupe français EDF (EDF RENEWABLES CHINA)**, en vue de traiter des projets d'accumulateurs en Chine. Après la signature d'un contrat d'acquisition par EDF RENEWABLES CHINA d'un accumulateur dans le Jiangsu exploité depuis 2018 par NARADA, cette coopération permet de fournir jusqu'à 12 000kWh par jour d'énergie plus verte à un parc industriel voisin. NARADA avait construit une station de stockage d'une capacité de 160 MWh au (Wuxi Singapore Industrial Park), la plus grande station de stockage d'énergie commerciale, qui a contribué à alimenter en énergie la province du Jiangsu, qui était en demande, en février 2018.
- **En 2020, NARADA a conclu un accord de coopération pour un nouveau projet de stockage d'énergie avec la construction d'une centrale photovoltaïque de 55 MW au Texas (Etats-Unis).** Ce projet correspond à l'augmentation de production d'énergie renouvelable aux Etats-Unis. Les systèmes de stockage d'énergie par batterie présentent des avantages économiques et sociaux certains, dont une grande efficacité de modulation de fréquence, un coût plus faible et un impact environnemental moindre. Le système de stockage d'énergie mis en place permet de réduire le coût de l'électricité pour les consommateurs, et offre une alimentation immédiate en cas d'urgence (catastrophes naturelles).

Comité France Chine



LA BRI vue de l'Indonésie

L'Indonésie, l'ASEAN et la BRI

Les relations Chine-Indonésie

Que l'Indonésie s'ouvre à l'initiative de *Belt and Road*, et que la Chine devienne le plus important partenaire commercial de l'Indonésie et le deuxième investisseur, ne laissent pas indifférent l'ordre mondial au plan sécurité et souveraineté. Jakarta, soucieuse de ne pas être trop dépendante de Pékin ou de toute nation pour des raisons stratégiques et de politique intérieure, pose des conditions à son engagement dans la BRI et au regard des investissements qu'elle attire. Le Président Jokowi (Joko Widodo) prête une grande attention aux relations entre Pékin, Washington, Tokyo et Delhi, et vise à protéger son avantage dans une compétition géo-économique entre grandes puissances. Le pacte entre le Japon et l'Indonésie signé en mars 2021 renforce la coopération militaire (équipement et technologie de défense) dans un environnement régional tendu ; les deux pays sont soucieux de se prémunir des développements de la Chine dans les zones maritimes.

L'Indonésie : la BRI sous conditions

Dès 2013, Xi Jinping marque son intérêt avec l'annonce en Indonésie du lancement de la BRI maritime. Selon Enny Sri Hartati de l'Institute for Development and Finance (INDEF), « *Indonesia was not wrong in supporting the construction of the BRI* » car en matière de développement, l'initiative pourrait être un atout pour le gouvernement indonésien.

Avec des liens soutenus avec les pays du sud-est asiatique, l'économie la plus forte du bloc parie sur le rôle de l'ASEAN (siège à Jakarta) et se détache des rivalités. Les priorités de Jokowi en termes de transformation des infrastructures coïncident avec les intérêts chinois d'investissements avec la bannière BRI. Les relations entre les deux pays relativement « distantes » se trouvent améliorées, bien que l'Indonésie reste prudente à l'égard de la BRI.

Les conditions indonésiennes imposées aux investissements chinois sont simples et directes : « (1) utiliser les technologies avec le plus faible impact environnemental possible, (2) générer des emplois locaux en priorité, (3) créer de la valeur ajoutée localement et (4) permettre des transferts de technologies et de compétences ». Enfin, la condition financière est que les projets ne peuvent pas bénéficier d'une garantie souveraine, les emprunts sont souscrits par les entreprises indonésiennes partenaires des projets.

Par ailleurs, l'Indonésie est l'un des 10 contributeurs majeurs (3,36md USD, 2017) de l'Asian Investment Infrastructure Bank (AIIB) qu'elle soutient dès sa création à Pékin.

Le commerce avec la Chine

La Chine a succédé au Japon à partir de 2013 comme premier partenaire commercial de l'Indonésie. En 2019, la Chine représentait près de 16,7% de ses exportations, suivie par les États-Unis (10,6 %), le Japon (9,5%) et Singapour (7,7%). Les principaux fournisseurs de l'Indonésie étaient la Chine (26,3%), Singapour (10,1%), le Japon (9,2%), et la Thaïlande (5,5%). L'Indonésie exporte surtout des matières premières vers la Chine et importe des biens d'équipement ou des biens intermédiaires comme les machines-outils. Le déficit commercial avec la Chine est une source de préoccupation pour les autorités.

Le développement de l'Indonésie

Depuis 2010 et l'accélération de son développement, l'Indonésie a entrepris une série de projets dans l'infrastructure de communication et logistique (port, ferroviaire), de l'énergie et de connectivité. Moderniser pour faciliter le commerce intérieur et extérieur régional est prioritaire. La particularité du territoire indonésien (1,811,570 Km²) composé de terres émergées interrompues ou reliées par la mer sur 5000 km, rend complexe sa modernisation tout en confortant ses atouts historiques d'ouverture sur l'Océan indien, la mer de Chine et l'Océan Pacifique. L'île de Java (6% du territoire, plus de 50% de la population totale), avec Jakarta plus grande ville et capitale du pays, joue un rôle central à tous points de vue. Avec la relance économique, le budget du programme national est augmenté de 39,4md USD et le gouvernement estime nécessaire un soutien de 26,5md USD en 2021. La nouvelle Autorité des Investissements Indonésiens (LPI), présidé par la ministre des finances Md Sri Mulyani (Conseil de Surveillance du Fonds) est inaugurée par Jokowi en janvier 2021.

L'ambition maritime de l'Indonésie

De tradition maritime et commerciale (40% international), c'est la 4ème nation la plus peuplée (après Chine, Inde, États-Unis) et 15ème pays par sa taille, avec une population multiethnique de 275 millions d'habitants, Malais en majorité et une importante diaspora chinoise (au 15ème siècle, l'Amiral Zheng He fait escale à Java où se développent les premières communautés chinoises). Axe maritime global (mer, terre et air), des hubs multimodaux se créent face à Singapour (majorité chinoise) et à la Malaisie (« Maritime highway program »). Le projet d'interconnectivité entre les îles (« Sea Toll Road program ») est au croisement de la route maritime BRI.

Carte d'Indonésie



Les investissements chinois

En termes d'investissements directs étrangers (FDI), les plus gros investisseurs dans le pays en 2019 étaient le Japon (34,8%) et Singapour (27%). Les États-Unis (4%) et la Chine (3,8%) se situaient loin derrière, mais les investissements chinois sont en augmentation depuis 2015 avec des projets où les compétences et les moyens des firmes chinoises intéressent les autorités indonésiennes. En 2019, l'Indonésie a proposé une liste de 28 projets ouverts aux investisseurs chinois dans plusieurs domaines incluant les ports et parcs industriels, les centrales électriques, les fonderies et les sites touristiques, le tout représentant un montant total de 91md USD : le but était d'identifier les projets prioritaires pour les deux parties.

Dans le domaine des infrastructures de transport, le projet phare chinois est la construction de la ligne de train à grande vitesse de Jakarta à Bandung (150 km) confiée en 2015 à une Joint-Venture associant des entreprises d'État coté indonésien (60%) et à China Railway International (40%). La Chine, en concurrence avec le Japon, a obtenu le projet en particulier pour sa capacité à le financer avec des prêts sans garantie : un budget estimé à 6md USD. Le projet, qui a pris du retard en fonction des obstacles techniques et de l'environnement économique, était réalisé à 64% fin 2020, et devrait s'achever normalement en 2021.

L'Indonésie est riche de ressources énergétiques (pétrole, gaz, charbon) et le charbon reste majoritaire dans son mix énergétique. Elle investit néanmoins dans les énergies renouvelables et en particulier l'hydraulique. L'objectif annoncé dans le plan gouvernemental est de 23% d'énergie renouvelable en 2025. Les entreprises chinoises sont très actives dans les deux secteurs, les centrales à charbon et les centrales hydro-électriques. Power China est associée avec ses homologues indonésiens à cinq projets de centrales hydroélectriques dans la province du Kalimantan du Nord. Le montant total de l'opération, dont les premières études de faisabilité remontent à 2013, s'élève à 17,8md USD, financé dans le cadre de l'initiative Belt and Road.

L'Indonésie est également riche en ressources minérales. Ces dernières années, les entreprises chinoises investissent pour produire des métaux (nickel, cobalt...) utilisés pour la transition énergétique, notamment pour la fabrication de batteries pour véhicules électriques. Le groupe chinois Tsingshan (Wenzhou, province

du Zhejiang) construit le plus grand complexe de nickel et d'inox au monde, Indonesia Weda Bay Industrial Park (IWIP), province Moluques du Nord. Sa filiale Newstride Technology et l'indonésien PT Antam sont partenaires de PT Weda Bay Nickel (PT WBN) avec le français ERAMET (43%, Tsingshan est majoritaire) pour les opérations minières et la production de ferroalliage.

La stratégie indonésienne de développement des activités portuaires offre également des opportunités pour les firmes chinoises. En 2019, le projet d'extension du port de Kuala Tanjung dans la province de Nord Sumatra et sa transformation en hub international a été confiée à deux leaders mondiaux de la gestion portuaire : le Port of Rotterdam Authority et Zhejiang Provincial Support Investment & Operation Group, qui gère le terminal portuaire de Ningbo (province du Zhejiang). Le but est de faire de Kuala Tanjung le plus grand port de Sumatra et le deuxième d'Indonésie, et de renforcer sa compétitivité par rapport aux autres ports du détroit de Malacca : le port de Singapour et les ports de Malaisie. L'objectif est également d'accélérer le développement du parc industriel de Kuala Tanjung ainsi que la connectivité et les échanges commerciaux avec le port de Ningbo.

Le gouvernement indonésien oriente les investissements chinois dans le cadre des Routes de la Soie vers deux zones économiques spéciales (SEZ) spécifiques. La première, la SEZ de Bitung reliée au port de Bitung dans la province du Nord Sulawesi, cible en priorité l'industrie pharmaceutique, l'industrie de la pêche, et la noix de coco. Les entreprises chinoises de construction (China Communication Construction Company, CCCC) et sa filiale (CRBT) ont contribué à la construction de la SEZ de Bitung. La deuxième SEZ est celle de Sei Mangkei connectée par la route au port de Kuala Tanjung au Nord de Sumatra, centrée sur l'huile de palme et le caoutchouc. Une entreprise chinoise de crème glacée est présente sur la zone : Aice Ice Cream Factory.

Enfin, les leaders chinois du numérique sont actifs, en particulier ZTE et Huawei dans les télécommunications, y compris la pose des câbles sous-marins transfrontaliers, ou encore Alibaba et Tencent dans le e-commerce.

Le rôle du « Regional Comprehensive Economic Partnership »

L'Indonésie a une place importante au sein de l'ASEAN signataire du RCEP (15 nov. 2020), en marge du 37ème sommet ASEAN au Vietnam, une nouvelle forme d'alliance sans précédent puisqu'y sont associés la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, hormis l'Inde.

Projet initié par l'ASEAN il y a 8 ans, la création de cette zone libre (15 pays, 1/3 de la population mondiale, 30% du PNB) est basée sur l'élargissement des accords commerciaux (FTA) de l'ASEAN avec ces cinq partenaires. Cela va modifier en profondeur les enjeux internationaux Asie-États-Unis-Europe, entre la prédominance de la Chine et la vision indopacifique développée par les États-Unis, « *Free and Open Indo-Pacific* ».

Geneviève Barré, PEA, Comité CCE Singapour

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

suivies par Paul Clerc-Renaud

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- Le plan Digital Compass 2030 prévoit que l'UE produise 20% des semi-conducteurs haut de gamme du monde d'ici à 2030 et que le premier ordinateur quantique fonctionne dans cinq ans (Silicon, 9/3)
- Selon la Banque Africaine de Développement (BAD), la Chine détient, à elle seule, 61,3% de la dette bilatérale du Cameroun (Agence Ecofin, 21/3)
- Le cabinet d'architectes parisien Ateliers Jean Nouvel, fondé par Jean Nouvel, a été désigné lauréat d'un concours international d'architecture pour la construction d'un nouvel opéra à Shenzhen, en Chine (Arch Daily, 22/3)
- La Chine a signé un accord d'échange de devises avec le Sri Lanka, le pays d'Asie du Sud cherchant à réduire sa dépendance à l'égard du Fonds monétaire international avant que 3,7 milliards de dollars de dette étrangère n'arrivent à échéance cette année (Caixin, 23/3)
- La banque centrale de Chine a déclaré que sa coentreprise avec SWIFT vise à améliorer la stabilité des connexions nationales avec le système mondial de messagerie financière transfrontalière, et à garantir la sécurité des données et le respect des réglementations nationales (Caixin, 24/3)
- Selon la banque centrale chinoise, la monnaie numérique gouvernementale est nécessaire pour assurer la stabilité en cas de problèmes financiers ou techniques d'Alipay et de WeChat Pay (South China Morning Post, 26/3)
- Le géant néerlandais de l'électronique Philips AG a annoncé qu'il allait vendre son unité d'électroménager à la société de capital-investissement chinoise Hillhouse Capital dans le cadre d'une transaction évaluée à 4,4 milliards d'euros (5,2 milliards de dollars), ce qui pourrait permettre de revendre la division à un grand nombre de fabricants chinois dans le secteur des produits matures à faible marge (Caixin, 26/3)
- Des droits antidumping compris entre 116,2 % et 218,4 % seront imposés aux vins australiens conditionnés dans des récipients de deux litres ou moins (South China Morning Post, 26/3)
- Selon le rapport annuel des investissements étrangers en France en 2020 publié par Business France, 53 projets d'investissements chinois (à comparer à 65 en 2019) ont vu le jour en 2020 créant ou maintenant 1 700 emplois en France (+24 %). D'après la Banque de France, le stock d'IDE chinois en France atteignait de 8,5 Mds EUR en 2019 (11e investisseur étranger) (Business France, 26/3)
- Depuis son entrée en fonction, l'administration Biden n'a pas assoupli les restrictions d'achat de produits aéronautiques américains imposées à la Chine. Par conséquent, le projet de la Chine d'accélérer le développement de ses industries aéronautique et aérospatiale est confronté à d'énormes défis (South China Morning Post, 28/3)
- La Chine a approuvé l'achat par Galanz, principal fabricant de fours à micro-ondes, de 61% de Whirlpool China Co. Ltd, la branche chinoise de l'un des principaux fabricants américains d'appareils ménagers tels que les lave-linges et les réfrigérateurs (Caixin, 29/3)
- Le Conseil d'administration du FMI a approuvé vendredi un programme d'aide d'un montant de 2,34 milliards de dollars en faveur du Kenya « pour répondre au besoin urgent de réduction de la vulnérabilité de la dette », a annoncé l'institution dans un communiqué (Le Figaro, 2/4)
- Des révisions importantes du filet de sécurité financier régional de 240 milliards de dollars de l'Asie sont entrées en vigueur mercredi, marquant une étape clé vers l'autonomie financière des pays participants qui utilisent des monnaies locales et dépendent moins du dollar américain (Caixin, 2/4)
- Les gradins dentelés d'une mine à ciel ouvert sont profondément enfoncés dans la roche du désert de Californie du Sud. Mountain Pass est la seule mine de métaux de terres rares d'Amérique du Nord, qui entrent dans la composition de nombreux produits, des avions de chasse aux transmissions des voitures électriques (The Economist, 3/4)
- Le 23 mars 2021, la Banque centrale du Sri Lanka a annoncé la signature d'un accord de swap avec la People Bank of China (PBoC) pour trois ans, à hauteur de 10 Mds RMB. Cet accord

permettra notamment, dans un contexte de diminution ininterrompue des réserves de change du Sri Lanka, de faciliter le service de la dette extérieure du pays ainsi que le commerce bilatéral, la Chine étant le premier pays fournisseur du Sri Lanka (en 2020, les importations sri-lankaises depuis la Chine se sont élevées à 3,6 Mds USD) (Trésor Eco, 3/4)

- Le yuan numérique s'internationalise de plus en plus : une transaction transfrontalière avec Hong Kong a été réalisée la semaine dernière et les essais de l'e-CNY ont débuté sur le territoire (Technode, 6/4)
- Après plus de sept ans et 35 cycles de négociations, l'Union européenne a finalement conclu un accord avec la Chine concernant l'accord global sur l'investissement (CAI) à la fin de 2020 (Natixis Research, 7/4)
- Le Cameroun obtient 35 milliards FCFA de la Chine, à travers un don et une annulation de dette (Agence Ecofin, 7/4)
- Les prêts de la Chine à l'Afrique ont toujours été significatifs en 2019, mais leur nature est en train de changer. Les financiers chinois ont engagé 153 milliards de dollars US auprès d'emprunteurs du secteur public africain entre 2000 et 2019. Au moins 80% de ces prêts ont financé des projets d'infrastructures économiques et sociales : principalement les transports, l'électricité, les télécoms et l'eau (China Africa Research Initiative, 8/4)
- L'Italie met son veto au rachat d'une entreprise de semi-conducteurs par une société chinoise (La Tribune, 9/4)
- Le 10 avril, les autorités chinoises ont infligé à Alibaba une amende de 18,2 milliards de yuans (2,8 milliards de dollars) à la suite d'une enquête antitrust. L'entreprise est accusée de faire pression sur les détaillants pour qu'ils proposent leurs produits exclusivement sur sa boutique en ligne. Il s'agit de la plus importante sanction jamais infligée par les autorités de régulation du pays (The Economist, 10/4)
- La Serbie a ordonné au groupe chinois Zijin Mining d'interrompre les travaux sur un puits de l'unique mine de cuivre du pays et de terminer une usine de traitement des eaux usées, après qu'il n'ait pas respecté les normes environnementales, a déclaré mercredi le ministre des mines et de l'énergie (Reuters, 14/4)
- Taiwan Semiconductor Manufacturing Co. a prévenu qu'une pénurie mondiale de semi-conducteurs dans des secteurs allant de l'automobile à l'électronique grand public pourrait se prolonger jusqu'en 2022, ce qui a incité le principal fabricant de puces à relever ses objectifs de dépenses et de croissance pour cette année (Bloomberg, 15/4)
- Dans le centre de Lusaka, un tout nouveau viaduc arbore le vert, le blanc et le safran du drapeau indien. Dans toute la capitale zambienne, les camions produits par Tata Motors, qui fait partie de l'empire de l'acier et de la technologie Tata, sont utilisés pour tout, de la construction à la collecte des ordures. Des panneaux à l'intérieur des véhicules donnent des instructions aux conducteurs en anglais et en hindi. Les occupants des camions se téléphonent via un réseau mobile géré par Bharti Airtel, une société de télécommunications indienne (The Economist, 17/4)
- Les efforts de la Chine pour promouvoir sa monnaie numérique, ainsi que l'internationalisation du yuan, ont suscité des inquiétudes quant à sa volonté de détrôner le dollar américain en tant que principale monnaie de réserve mondiale (South China Morning Post, 19/4)
- La reprise économique reste solide, puisque le PIB du premier trimestre a enregistré un taux de croissance annuel record de 18,3 %. Les autorités réduisent progressivement leurs mesures de relance. Elles s'attachent désormais à réduire la dette héritée des mesures de lutte contre la pandémie et à s'attaquer aux vulnérabilités financières (China Economic Outlook, 20/4)
- Le 15 mars 2021, Xi Jinping a défini un nouveau cap en matière d'économie de plateforme pour les entreprises technologiques, et notamment les fintechs chinoises, lors de la neuvième réunion de la Commission centrale pour les affaires financières et économiques. À cette occasion, il a imposé des régulations et des contrôles beaucoup plus importants. Jusqu'alors, les acteurs chinois de la FinTech bénéficiaient d'un cadre beaucoup moins restrictif, qui a contribué à l'essor du secteur (Institut Montaigne, 20/4)
- Les entreprises chinoises Ansteel Group Corporation et Ben Gang Group Corporation envisagent de fusionner pour former ce qui serait le troisième plus grand sidérurgiste du monde en termes de production, alors que Pékin encourage la consolidation du secteur pour réduire les capacités excédentaires (Global News & Entertainment, 20/4)

- La Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce, Ngozi Okonjo-Iweala, se dit "réconfortée" par l'engagement de la Chine à revitaliser le système commercial multilatéral, insistant sur le fait que le pays est "central" dans la réforme de l'OMC (South China Morning Post, 21/4)
- Un nouveau partenariat de connectivité pour des projets dans les domaines de l'énergie, du numérique et des transports en Europe, en Asie et en Afrique : tel est l'objectif d'un nouvel accord d'infrastructure qui se met en place entre l'Inde et l'Union européenne et qui offre de nouvelles possibilités intéressantes aux investisseurs des deux régions (India Global Business, 23/4)
- L'économie numérique chinoise représentait près de 40% du produit intérieur brut du pays en 2020, les consommateurs et les entreprises ayant transféré une grande partie de leurs activités quotidiennes en ligne au milieu des perturbations causées par la pandémie de coronavirus (South China Morning Post, 27/4)
- L'autorité chinoise de régulation des valeurs mobilières a reçu une demande de la société française BNP Paribas pour créer une société de valeurs mobilières en Chine. Il s'agit du dernier acteur étranger à tenter d'étendre ses services de courtage dans le pays, qui ouvre ses marchés de capitaux (Reuters, 27/4)
- Des dizaines de législateurs bruxellois ont critiqué les efforts déployés par la Chine pour "museler" les critiques européennes par le biais de sanctions et ont promis de bloquer l'accord d'investissement UE-Chine tant que ces mesures resteront en vigueur (South China Morning Post, 29/4)
- Le géant mondial de l'agriculture Syngenta Group, détenu par des Chinois, a fait état d'une forte reprise de la croissance de son chiffre d'affaires au premier trimestre, alors qu'un rapport des médias indique que la société formée l'année dernière par la fusion d'actifs en Europe, en Israël et en Chine pourrait accélérer ses projets d'introduction en bourse dans le but d'être cotée cette année (Caixin, 29/4)
- Rich Turrin, vétéran de la fintech basé à Shanghai, estime que le lancement de la nouvelle monnaie numérique de la banque centrale chinoise (CBDC) permettra d'accélérer considérablement l'internationalisation du renminbi (Rich Turrin, 10/5)

Relations extérieures, diplomatie, décisions relatives à la mondialisation

- La ville de Kemijärvi, en Laponie finlandaise, a refusé une offre faite en janvier 2018 par l'Institut de recherche polaire, financé par l'État chinois, pour acheter ou louer l'aéroport de la ville, après en avoir informé les forces armées finlandaises. Mais l'affaire n'est rendue publique que maintenant (Euractiv, 5/3)
- La Chine construira une "Route de la soie polaire" et participera activement au développement des régions arctiques et antarctiques, a-t-elle indiqué dans son nouveau "plan quinquennal" 2021-2025 publié vendredi (Reuters, 5/3)
- "China Standards 2035" est un plan décennal de politiques publiques, qui doit être publié bientôt, et est censé fixer certaines orientations de l'économie chinoise autour d'un objectif central : faire de la Chine le principal pays exportateur de standards internationaux dans les quinze prochaines années (Crédit Agricole Etudes Economiques, 10/3)
- La Finlande est l'une des meilleures options pour la Chine pour accéder à l'Arctique. Mais même ici, il y a une suspicion croissante à l'égard des investissements chinois (Belt & Road News, 19/3)
- La montée du sentiment anti-chinois a suscité des interrogations dans les milieux d'affaires du Myanmar et en Chine, non seulement sur la montée en puissance des investissements chinois ces dernières années, mais aussi sur les milliards de dollars destinés à ce voisin stratégique dans le cadre du plan d'infrastructure "Belt and Road" de Pékin (Reuters, 11/3)
- Les États-Unis, l'Inde, l'Australie et le Japon se sont engagés à fournir un milliard de doses de vaccin Covid-19 dans toute la région Indopacifique d'ici à la fin de l'année 2022, dans ce qui est largement considéré comme une tentative de contrer l'influence de la Chine dans la région (South China Morning Post, 13/3)
- Au milieu de scènes d'équipements médicaux arrivant de Chine alors que la pandémie de Covid-19 s'installait en 2020, le président serbe Aleksandar Vucic a qualifié la solidarité européenne de "conte de fées" et a déclaré que les Chinois "étaient les seuls à pouvoir nous aider" (MERICS, 18/3)

- Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, a déclaré que les deux pays devaient travailler ensemble et renforcer leur autonomie en matière de science et de technologie. Il a fait ces remarques avant de s'entretenir avec son homologue Wang Yi dans la ville de Guilin, dans le sud de la Chine (South China Morning Post, 22/3)
- Le 23 mars 2019, l'Italie a officiellement intégré l'initiative "Belt and Road" (BRI). Deux ans après l'adhésion du premier pays du G-7 au projet chinois controversé, il est temps de dresser un premier bilan de l'adhésion très contestée de l'Italie à la BRI (The Diplomat, 23/3)
- Le président américain Joe Biden a déclaré avoir suggéré au Premier ministre britannique Boris Johnson, lors d'un appel téléphonique vendredi, que les pays démocratiques devraient avoir un plan d'infrastructure pour rivaliser avec l'initiative chinoise "Belt and Road" (Reuters, 26/3)
- En se rencontrant et en communiquant, la Chine et les États-Unis ont démontré de manière claire et précise leurs positions politiques respectives, tout en menant des échanges francs et approfondis sur les questions majeures de leurs affaires intérieures, de leur diplomatie et de leurs relations bilatérales (CICIR speech, 26/3)
- La Chine et l'Iran, tous deux soumis à des sanctions américaines, ont signé samedi un accord de coopération de 25 ans visant à renforcer leur alliance économique et politique de longue date (Reuters, 27/3)
- Selon les observateurs, Pékin aura besoin de plus que du soutien de Moscou pour concrétiser ses ambitions commerciales dans l'Arctique (South China Morning Post, 28/3)
- Lors d'une visite à Islamabad en avril 2015, le président chinois Xi Jinping et le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif ont dévoilé le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), d'une valeur de 46 milliards de dollars, projet phare de l'initiative "Belt and Road" (BRI) et son entreprise la plus ambitieuse dans un seul pays (Council on Foreign Relations, 30/3)
- L'hyperactivité diplomatique de la Chine dans le monde cette année ne montre aucun signe de ralentissement. Wang Yi, le ministre chinois des affaires étrangères, a visité six pays du Moyen-Orient la semaine dernière, après des missions antérieures en Afrique et dans l'ASEAN (Silk Road Briefing, 30/3)
- Les contrats chinois donnent aux prêteurs une grande latitude pour annuler les prêts ou accélérer les remboursements si les politiques des débiteurs sont jugées contraires aux intérêts de la Chine, constatent les chercheurs (South China Morning Post, 31/3)
- Manille a exigé que plus de 200 navires chinois quittent le récif de Whitsun, alors que le différend en mer de Chine méridionale menace à nouveau de dégénérer en confrontation (South China Morning Post, 2/4)
- La tentative de H&M de se réconcilier avec la Chine après avoir provoqué la colère des consommateurs de ce pays par sa position contre le travail forcé semble avoir déclenché un autre boycott au Vietnam (Nikkei Asia, 5/4)
- Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a accueilli les principaux diplomates de quatre pays d'Asie du Sud-Est la semaine dernière dans la province chinoise du Fujian (est), illustrant ainsi l'effort coordonné des voisins du Myanmar pour aider le pays à trouver un règlement politique à sa crise actuelle (Caixin, 7/4)
- La Malaisie a défendu jeudi une rencontre entre son ambassadeur au Myanmar et un représentant du gouvernement militaire, après les critiques selon lesquelles il s'agissait d'une reconnaissance de la junte dans un contexte de répression brutale des manifestants (Reuters, 8/4)
- Les États-Unis ont placé des groupes chinois accusés de construire des superordinateurs pour aider l'armée chinoise sur une liste noire des exportations, la première mesure de ce type prise par l'administration Biden pour rendre plus difficile l'obtention de technologies américaines par la Chine (Financial Times, 9/4)
- Sergeï Lavrov, le ministre russe des affaires étrangères, s'est rendu à New Delhi et à Islamabad cette semaine pour discuter du commerce et du règlement des négociations de paix en Afghanistan. Cette visite a eu lieu deux semaines seulement après sa rencontre avec le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, à Pékin (Silk Road Briefing, 11/4)
- Bruxelles a rejeté lundi l'appel du gouvernement du Monténégro à contribuer au financement d'un prêt chinois d'un milliard d'USD pour un projet d'autoroute inachevé qui a plongé le candidat à l'adhésion à l'UE dans une crise de la dette (Politico, 12/4)

- La construction de l'autoroute Bar - Boljare au Monténégro par la société chinoise China Road and Bridge Corporation (CRBC) a causé des dommages irréversibles à la rivière Tara, protégée par l'UNESCO. Connue sous le nom de "Larme de l'Europe", ses berges ont été transformées en décharges de matériaux d'excavation tels que le gravier et le sable, tandis que le cours de la rivière a été affecté par la construction de ponts le long de l'autoroute (Choice, 13/4)
- Le président américain Joe Biden a déclaré mercredi qu'il retirerait toutes les troupes américaines restantes - environ 2 500 - d'Afghanistan d'ici le 11 septembre, date du 20e anniversaire de l'attentat terroriste de New York. Ce retrait pourrait constituer une menace pour la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan, ce qui pourrait se répercuter sur le Xinjiang et perturber les efforts de la Chine en matière de lutte contre le terrorisme (South China Morning Post, 16/4)
- L'Australie a annulé mercredi deux accords conclus par son État de Victoria avec la Chine dans le cadre de l'initiative phare de Pékin "Belt and Road", incitant l'ambassade de Chine à Canberra à avertir que les liens bilatéraux déjà tendus ne pouvaient que s'aggraver (Reuters, 21/4)
- La Chine cherche à devenir une "grande puissance polaire", mais minimise cet objectif publiquement (Brookings, 21/4)
- La Commission nationale du développement et de la réforme (CNDR), la principale agence de planification économique de la Chine, a publié mardi un nouveau rapport, selon le journal South China Morning Post, qui détaille certains des principaux défis auxquels est confronté le nouveau plan quinquennal de Pékin, avec un accent particulier sur le développement des infrastructures dans le cadre de l'initiative "Belt and Road" (The China Africa Project, 21/4)
- À l'approche du sommet américano-japonais de vendredi dernier à la Maison Blanche, on a beaucoup parlé du fait que le président Joe Biden et le Premier ministre Yoshihide Suga allaient annoncer un nouveau plan pour défier l'initiative chinoise "Belt and Road" (SupChina, 21/4)
- La Banque mondiale a approuvé une subvention de 350 000 dollars pour financer une étude de faisabilité d'une route à péage reliant Tachkent à Andijan, un projet qui transformerait les connexions entre la vallée de Ferghana, densément peuplée, et le reste de l'Ouzbékistan (Silk Road Briefing, 23/4)
- Le Kazakhstan est devenu un partenaire commercial fidèle de la Chine. Mais pas seulement. Son paysage politique et commercial a été ouvert à tous. Il ne veut pas être redevable à une quelconque puissance étrangère. Il veut être un ami commercial de la Russie, de la Chine, des États-Unis et de l'UE (Forbes, 25/4)
- La Chine s'est engagée à mettre en place une réserve de "fournitures d'urgence" avec les nations d'Asie du Sud, mardi, lors de discussions avec cinq pays de la région sur la lutte contre le COVID-19 - discussions dont l'Inde était notablement absente (South China Morning Post, 27/4)
- Le commerce entre la Chine et l'Afrique a augmenté de 26,9 % au premier trimestre de cette année par rapport à 2020, aidé par la reprise des économies après la pandémie dévastatrice du COVID-19 (South China Morning Post, 29/4)
- Les dirigeants vietnamiens devront faire preuve de doigté dans leurs relations avec la Chine, Hanoi cherchant à gérer ses différends maritimes avec Pékin tout en évitant d'être mêlé à la rivalité que son voisin géant entretient avec les États-Unis, estiment les observateurs (South China Morning Post, 30/4)
- La Hongrie a signé un accord pour l'ouverture d'un campus universitaire chinois à Budapest d'ici 2024. L'accord ferait du campus de l'université Fudan, basée à Shanghai, le premier campus universitaire chinois dans l'Union européenne (Euro News, 2/5)
- Les relations entre l'État grec et Cosco Shipping sont entrées dans une phase critique vendredi dernier, la date limite étant passée pour l'arrangement à l'amiable de leurs différends, à savoir la concession de la participation de 16 % dans le capital social de l'Autorité portuaire du Pirée (OLP) (Ekathimerini, 4/5)
- Le sort de l'accord d'investissement entre l'Union européenne et la Chine est de plus en plus incertain après qu'une porte-parole de l'UE a été contrainte de démentir une information publiée mardi selon laquelle l'UE avait suspendu le processus de ratification du traité (South China Morning Post, 5/5)
- La Chine se tourne vers le Turkménistan pour accroître ses approvisionnements en gaz naturel alors qu'elle réduit ses importations d'énergie en Australie (South China Morning Post, 12/5)

- Pékin cherche à coopérer avec ses voisins par crainte d'une résurgence potentielle du terrorisme en Afghanistan à mesure que les États-Unis retirent leurs troupes (South China Morning Post, 14/5)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- Des scientifiques chinois ont mis en place le premier réseau de communication quantique intégré au monde, en combinant plus de 700 fibres optiques au sol et deux liaisons sol-satellite pour réaliser la distribution de clés quantiques sur une distance totale de 4 600 kilomètres pour des utilisateurs dans tout le pays (Phys Org, 6/1)
- Une équipe de chercheurs chinois a "enchevêtré" deux nuages d'atomes via une fibre optique de 50 km, une avancée qui pourrait contribuer à faire de la technologie de l'internet quantique une réalité, selon un article publié jeudi dans la revue Nature (South China Morning Post, 14/2)
- Huawei va commencer à faire payer aux géants de la téléphonie mobile comme Apple des frais "raisonnables" pour l'accès à son trésor de brevets sur la 5G sans fil, créant ainsi une source de revenus lucrative en mettant en avant son avance mondiale dans le domaine des réseaux de nouvelle génération (Bloomberg, 16/3)
- Lundi, deux sociétés de commerce de carburant de Dalian ont effectué le règlement d'une transaction de carburant sur la plateforme numérique de l'industrie du transport maritime via le RMB numérique (E-CNY). Il s'agit du premier règlement de paiement interentreprises en Chine utilisant le RMB numérique (China Daily, 16/3)
- Le sous-marin habité de haute mer Fendouzhe (Striver), développé par la Chine, a été livré mardi à l'Institut des Sciences et de l'Ingénierie de Haute Mer affilié à l'Académie chinoise des sciences (China Daily, 16/3)
- En 2019, la société technologique américaine a déclaré que son processeur Sycamore avait effectué en trois minutes et vingt secondes une tâche qui aurait pris 10 000 ans à un superordinateur classique (South China Morning Post, 16/3)
- Saudi Aramco veillera à ce que la sécurité énergétique de la Chine reste sa plus grande priorité pour les 50 prochaines années et au-delà, les sources d'énergie nouvelles et existantes fonctionnant en parallèle pendant un certain temps, a déclaré le PDG Amin Nasser au China Development Forum dimanche (Reuters, 21/3)
- Xiaomi a enregistré une hausse de 37 % de son bénéfice trimestriel, le premier fabricant chinois de smartphones ayant profité du recul de Huawei pour consolider son avance sur le marché (Bloomberg, 24/3)
- Le ministère chinois de l'Éducation a mis à jour une liste nationale de cours professionnels pour inclure des sujets tels que la 5G, le big data et l'informatique en nuage, alors que le gouvernement cherche à doter la main-d'œuvre des compétences nécessaires pour transformer le pays en une superpuissance technologique (Caixin, 25/3)
- Huawei Technologies Co. Ltd. a obtenu une licence chinoise de paiement non bancaire très convoitée, donnant au géant technologique en difficulté un pied dans un secteur fintech dominé par Tencent et Ant Group, alors que ces entreprises sont aux prises avec les régulateurs (Caixin, 29/3)
- La Chine a généré 53% du total mondial de l'électricité produite par le charbon en 2020, soit neuf points de pourcentage de plus que cinq ans plus tôt, malgré les promesses climatiques et la construction de centaines de centrales d'énergie renouvelable, a montré lundi une étude de données mondiales (Reuters, 29/3)
- Les agences spatiales chinoises et américaine ont échangé des données sur l'orbite de leurs sondes martiennes respectives afin de réduire le risque de collisions potentielles de leurs orbiteurs, signalant ainsi que les deux parties coopèrent en matière d'exploration spatiale depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement américain en janvier (Caixin, 1/4)
- Le sous-marin à propulsion nucléaire récemment mis en service par la Chine est armé du plus puissant missile balistique sous-marin (SLBM) du pays, capable de frapper le continent américain, selon une source militaire et des analystes (South China Morning Post, 2/4)
- La Chine a commencé à accepter les propositions d'observation de scientifiques du monde entier pour son radiotélescope sphérique à ouverture de 500 mètres (FAST), le plus grand radiotélescope à cuvette unique du monde (Caixin, 7/4)
- Taïwan a déclaré mercredi que ses fabricants de puces allaient se conformer aux règles américaines après que Washington a ajouté la semaine dernière sept entités chinoises de

supercalculateurs à une liste noire économique et après qu'un fabricant de puces basé à Taipei a interrompu ses commandes auprès de l'une des entités citées (Reuters, 14/4)

- Le gouvernement centriste de la Roumanie a approuvé jeudi un projet de loi soutenu par les États-Unis qui interdit effectivement à la Chine et à Huawei (HWT.UL) de participer au développement de son réseau 5G, a déclaré à Reuters un membre de la commission IT&C et sécurité nationale (Reuters, 15/4)
- L'investissement du géant chinois de l'internet Tencent dans l'entreprise technologique japonaise Rakuten sera "surveillé pour les implications en matière de sécurité nationale", ont déclaré des responsables du gouvernement japonais à leurs homologues américains avant la réunion entre les dirigeants des deux nations jeudi (Technode, 15/4)
- L'autorité de l'aviation civile chinoise a mis en place un groupe de travail pour établir la navigabilité d'une "voiture volante" de la startup de drones de transport de passagers EHang Holdings Ltd, dans un pas en avant pour la société dont les actions ont continué à glisser depuis une dégradation de Morgan Stanley la semaine dernière (Caixin, 19/4)
- L'aéroport chinois Baiyun International de Guangzhou est arrivé en tête de la liste des plates-formes les plus fréquentées au monde en 2020, année marquée par la présence d'un coronavirus, détrônant ainsi l'aéroport Hartsfield-Jackson d'Atlanta, qui occupait cette place depuis plus de vingt ans (Bloomberg, 22/4)
- La Chine a publié un projet détaillé de normes nationales visant à réglementer l'utilisation et la protection des données de reconnaissance faciale, dans le cadre d'un débat animé sur l'utilisation généralisée des technologies de surveillance dans les lieux publics du pays (Caixin, 26/4)
- Pékin a fait de l'IA l'une des priorités de son 14e plan quinquennal. Ce domaine devrait devenir un champ de bataille, la Chine et les États-Unis se disputant la suprématie technologique (South China Morning Post, 27/4)
- Selon un magazine militaire chinois, une version biplace du chasseur J-20 serait capable de perturber les systèmes électroniques et de déployer des flottes de drones (South China Morning Post, 27/4)
- La prochaine génération de sociétés de télécommunications sera définie par les dirigeants qui agissent maintenant, en risquant les avantages à court terme pour saisir la croissance inexploitée avec une approche holistique de la transformation (McKinsey & Company, 28/4)
- L'entreprise China Telecom Americas (CTA) a annoncé qu'elle prévoyait de développer une infrastructure dorsale IP reliant son réseau mondial existant à de nouveaux PoP à Fortaleza (Brésil), Buenos Aires (Argentine), Santiago (Chili), Lima (Pérou), Panama (Panama) et Mexico (Mexique) au cours des trois prochaines années (Capacity, 29/4)
- Le premier module - le cœur du "Palais céleste" - a été envoyé en orbite. D'autres composants suivront au cours des 12 prochains mois environ (South China Morning Post, 29/4)
- La nouvelle zone de Xiong'an, une nouvelle zone de développement située à 100 kilomètres au sud de Pékin dans la province du Hebei, est devenue le siège d'une nouvelle société d'État spécialisée dans les satellites. La Chine intensifie ses efforts pour construire son propre réseau Internet par satellite afin de concurrencer le projet Starlink d'Elon Musk et le projet similaire d'Amazon (Caixin, 30/4)
- Après avoir effectué un essai routier à travers la région côtière orientale de la Chine, Xpeng Motors a déclaré mercredi que sa technologie d'aide à la conduite était la plus performante en Chine, en utilisant une technologie rejetée par Elon Musk : les cartes haute définition (Technode, 2/4)
- La startup chinoise TuSimple, spécialisée dans les camions à conduite autonome, prévoit de lever 800 millions à 1 milliard de dollars lors de son introduction en bourse sur le Nasdaq, visant une valorisation comprise entre 5 et 7 milliards de dollars, ont déclaré à Caixin des personnes au fait de la situation (Caixin, 8/4)
- Huawei Technologies Co. va investir 1 milliard de dollars dans la recherche de technologies de conduite autonome et de voitures électriques, accélérant ainsi ses plans pour concurrencer Tesla Inc. et Xiaomi Corp. dans le domaine des véhicules les plus importants au monde (Bloomberg, 12/4)
- Huawei a commencé mercredi à vendre des voitures fabriquées en Chine équipées de son système de transmission et de sa solution d'infodivertissement embarqué, une initiative qui, selon l'entreprise, pourrait compenser le déclin radical de son activité mondiale dans le domaine des

téléphones, en raison des restrictions américaines qui limitent son accès à des technologies essentielles (Technode, 21/4)

- Jidu Auto, une entreprise de véhicules électriques créée par le géant chinois de la technologie Baidu et le constructeur automobile chinois Geely, a pour objectif de consacrer 50 milliards de RMB (7,7 milliards de dollars) à la production de voitures intelligentes au cours des cinq prochaines années, a déclaré son directeur général à Reuters (Reuters, 23/4)
- La société de recherche chinoise Baidu lance un service de covoiturage payant et sans chauffeur dans la banlieue de Pékin à partir du 2 mai, a confirmé la société jeudi (Technode, 30/4)
- Un milliardaire spécialisé dans les batteries a dépassé le célèbre magnat de l'immobilier hongkongais "Superman" Li Ka-shing en tant qu'homme le plus riche de la ville, reflétant l'intérêt intense des investisseurs pour les technologies de stockage de l'énergie dans le cadre de la nouvelle tendance de la Chine à se mettre au vert (Caixin, 5/5)
- L'Académie des sciences de Chine a créé une base de données de très grande envergure pour améliorer la reconnaissance des images satellites. Basée en majeure partie sur des images prises par les nouveaux satellites chinois Gaofen, cette base sera ouverte aux scientifiques du monde entier en juin 2021 (Numerama, 10/5)
- Le ministre mexicain des affaires étrangères déclare que 6 000 personnes participeront à l'essai de phase 3 du médicament expérimental fabriqué par Walvax Biotechnology à partir du 30 mai (South China Morning Post, 12/5)
- Plus de 95% des connexions Internet mondiales passent sous les océans (Le Monde, 13/5)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Quelques semaines après avoir abandonné un accord avec l'Inde et le Japon, le Sri Lanka déclare que les deux pays peuvent développer un nouveau terminal différent dans le port de Colombo (The Diplomat, 2/3)
- Après la fin des festivités du Nouvel An chinois et le redémarrage des services, Davies Turner a décidé de réduire les tarifs de ses services de fret ferroviaire entre la Chine et le Royaume-Uni. Les réductions de tarifs commenceront à partir de la mi-mars 2021. Simultanément, le service réintroduira les expéditions par conteneurs complets (FCL) (RailFreight.com, 10/3)
- Un jour de décembre dernier, le principal sidérurgiste chinois Baowu a franchi une étape importante lorsque son président Chen Derong a réalisé la première "fusion à distance" de l'entreprise en appuyant sur une touche de sa tablette électronique (Caixin, 16/3)
- Le premier réacteur Hualong ayant été livré dans les délais, les coûts ont baissé, affirme Lin Boqiang, de l'université de Xiamen. La Chine a un net avantage sur ses rivaux européens dans le secteur (South China Morning Post, 22/3)
- H&M est supprimé en Chine. Dans un geste sans précédent, le détaillant de mode rapide a été retiré des plateformes de commerce électronique, notamment Taobao, Tmall, JD.com et Pinduoduo (Jing Daily, 24/3)
- La Chine a l'intention d'augmenter de près de la moitié sa capacité aéroportuaire globale au cours des cinq prochaines années, en mettant l'accent sur les installations régionales, ce qui reflète sa volonté d'améliorer le niveau de vie dans les régions moins développées et de construire des infrastructures pour stimuler l'économie (Caixin, 25/3)
- La Chine introduit des lignes directrices visant à limiter la construction de nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse le long d'itinéraires sous-utilisés. Elle cherche ainsi à empêcher les projets qui donnent un coup de pouce à court terme aux économies locales, mais qui alourdissent la dette déjà énorme des gouvernements régionaux (Caixin, 30/3)
- Les gouvernements fédéraux et régionaux du Pakistan prennent une série de mesures, dont l'octroi du statut de sous-capitale régionale et la promotion du tourisme, pour redonner vie à la ville de Gwadar, dont le port - construit et exploité par les Chinois - ne reçoit pratiquement pas d'escales (Nikkei Asia, 13/4)
- Air France-KLM et China Eastern Airlines ont annoncé leur intention de "renforcer leur partenariat", notamment en élargissant la joint-venture entre les deux groupes (CAPA, 13/4)
- Une nouvelle ligne de transport combiné mer-rail a été ouverte entre Xi'an et le port britannique d'Immingham. La partie ferroviaire couvre le trajet en direction de l'ouest jusqu'à Kaliningrad, où la

cargaison continue par bateau jusqu'au Royaume-Uni. Le service a été lancé à la fin du mois de mars (RailFreight.com, 13/4)

- Le distributeur de gaz naturel China Gas Holdings Ltd. est devenu la dernière entreprise d'État à se lancer dans le secteur très dynamique de l'hydrogène, en s'engageant à développer une nouvelle technologie de production d'hydrogène avec une filiale du géant pétrolier et gazier offshore CNOOC (Caixin, 14/4)
- La Chine a terminé la construction d'une jetée suffisamment grande pour accueillir un porte-avions sur une base navale située à Djibouti, en Afrique de l'Est, ce qui pourrait permettre à la marine du pays de projeter sa puissance en dehors des zones d'opération traditionnelles des mers de Chine orientale et méridionale (Nikkei Asia, 27/4)

Accords, contrats et marchés significatifs

- En 2020, le marché agricole mondial a fonctionné à l'heure chinoise. L'évolution des importations du pays a tenu le monde du commerce en haleine suscitant parfois des craintes avec l'instabilité des prix de certains produits. Mais les choses pourraient changer à terme (Agence Ecofin, 19/3)
- Total et Shenergy Group, entreprise chinoise publique basée à Shanghai, ont signé fin mars un accord de fourniture de gaz naturel liquéfié (GNL) couvrant 1,4 millions de tonnes par an pendant vingt ans (Trésor Eco, 3/4)
- La restauration et la modernisation du port de Kalemie, situé sur la rive ouest du lac Tanganyika, dans le nord de la province du Katanga, en République démocratique du Congo (RDC), seront entreprises par China Gezhouba Group Co., Ltd. (CGGC), une société dont le siège social se trouve à Wuhan, dans la province de Hubei. China Construction and Engineering Corporation (Seetao, 6/4)
- En décembre dernier, le projet Kisanfu (RDC) a été acquis par China Molybdenum pour 550 millions d'USD auprès de Freeport-McMoRan. Il héberge 3,1 millions de tonnes de cobalt, soit l'une des plus grandes réserves inexploitées au monde, justifiant donc l'intérêt des producteurs de batteries lithium-ion (Agence Ecofin, 12/4)
- Le 28 avril, le Fosun Fashion Group a annoncé une alliance stratégique avec Baozun, un partenaire de services de commerce électronique de premier plan, Activation Group, un fournisseur de solutions marketing intégrées pour les marques de luxe, ainsi qu'avec plusieurs autres acteurs du secteur (Jing Daily, 28/4)
- En mars 2019, l'Italie a signé un protocole d'accord avec la République populaire de Chine (RPC) pour soutenir le projet phare d'infrastructure et de connectivité du président de la RPC, Xi Jinping, l'initiative "Belt and Road" (IAI, 3/5)
- Sinopec a signé un accord de coopération avec le groupe Baoding Great Wall Holdings pour développer la technologie des voitures à hydrogène (Caixin, 13/5)

Financements publics et privés, aides financières, environnement monétaire

- Les plans de la Grèce visant à privatiser les ports de second rang du pays suscitent l'intérêt d'entreprises américaines, chinoises, israéliennes, russes, italiennes et allemandes (Seatrade Maritime News, 8/3)
- Kenya Railways (KR) et Afristar, une filiale de l'entreprise publique China Road and Bridge Corporation, ont accepté de transférer certaines des responsabilités liées à l'exploitation de la voie ferrée à écartement normal, en avance de plusieurs années sur le calendrier prévu, dans le cadre d'un effort visant à réduire la charge financière du gouvernement kenyan (The China Africa Project, 9/3)
- Fin décembre 2020, Shandong Gold, le deuxième plus grand producteur d'or de Chine, a bouclé le rachat de l'australien Cardinal Resources, actif au Ghana sur le projet d'or Namdini. Au terme d'une rude bataille de plusieurs mois avec le russe Nordgold, l'entreprise chinoise a déboursé des centaines de millions de dollars pour prendre le contrôle de Cardinal et ipso facto d'un des projets aurifères les plus prometteurs (Agence Ecofin, 21/3)
- La banque centrale chinoise va augmenter l'allocation d'obligations vertes dans les réserves de change du pays et limiter les investissements dans les actifs à forte teneur en carbone, a déclaré le gouverneur de la Banque populaire de Chine (PBOC), Yi Gang (Caixin, 21/4)

- Pékin enquête sur la façon dont Jack Ma a obtenu des autorisations rapides pour l'introduction en bourse du groupe Ant l'année dernière (Wall Street Journal, 26/4)
- La course à l'acquisition d'une part d'Aramco d'Arabie saoudite est sur le point de s'intensifier. Mukesh Ambani envisagerait de prendre une participation dans le géant pétrolier, alors que les principaux investisseurs chinois lorgnent également sur une part du capital (Asia Times Financial, 29/4)

Investissements, acquisitions, désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- Le fabricant chinois de smartphones Xiaomi Corp. saute dans le train de la fabrication de voitures électriques avec un plan d'investissement de 10 milliards de dollars dans cette nouvelle activité au cours de la prochaine décennie (Caixin, 31/3)
- L'industrie chinoise de l'aviation commerciale est à la traîne par rapport à ses concurrents internationaux. Selon un rapport du gouvernement de Shanghai, la stratégie de fusion militaire et civile du pays étouffe l'innovation et la domination du secteur par l'État nuit à l'efficacité (South China Morning Post, 16/4)
- Les jets de cinquième génération ont été conçus pour concurrencer les F-22 américains, mais ils utilisent des moteurs provisoires qui limitent leur vitesse et leurs capacités de combat (South China Morning Post, 20/4)
- Hainan Airlines Holding, l'unité d'aviation du conglomérat chinois HNA Group, criblé de dettes, a affiché la plus grosse perte annuelle jamais enregistrée parmi les sociétés chinoises cotées en bourse (South China Morning Post, 30/4)
- China Petroleum & Chemical Corp. prévoit d'investir 200 milliards de RMB (30,9 milliards de dollars) au cours des cinq prochaines années pour doubler la taille de son activité de gaz naturel, les géants de l'énergie du pays cherchant à s'aligner sur les objectifs climatiques nationaux (China Economic Review, 6/5)

Projets en cours

- Haikou se prépare à accueillir la première exposition internationale des produits de consommation de la Chine (CICPE). Cet événement devrait permettre à Hainan de devenir un acteur mondial parmi les ports hors taxes et d'ouvrir le marché chinois de la vente au détail haut de gamme (TR Business, 4/3)
- En mer de Chine méridionale un projet pilote doit associer des éoliennes fixes à des éoliennes flottantes (Mer et Marine, 24/3)
- L'Afrique est de plus en plus citée comme la prochaine grande source de terres rares, attirant l'attention des plus importants investisseurs étrangers. Pour développer Makuutu, un des projets les plus prometteurs du continent, Ionic veut s'allier avec une grande compagnie chinoise (Agence Ecofin, 7/4)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Brèves politico-économiques

- *La China National Intellectual Property Administration* a tranché en faveur de la demande du SYNDICAT DES FABRICANTS DU CASSIS DE DIJON et de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) : une entreprise chinoise s'est vu refuser sa demande de dépôt de la marque « Dijon » formulée en 2019, ce qui aurait conduit à une usurpation de la spécialité du cassis de Dijon, utilisée pour le fameux kir français. En France, ce sont plus de 8 millions de bouteilles par an de crème de cassis qui sont produites. Cette préparation bénéficie d'une indication géographique protégée (IGP) depuis 2013. (Libération, 07/05/2021)
- Le journal chinois CAIXIN a confirmé que CHINA EASTERN AIRLINES allait participer à un plan de sauvetage de 4 milliards d'euros du groupe AIR FRANCE-KLM, dont la dette a atteint 11 milliards d'euros à la fin de l'année 2020 (+4,9% par rapport à 2019). En effet, le groupe a souffert de la pandémie, comme l'ensemble du secteur aérien. Le plan de sauvetage doit encore être approuvé et inclut une augmentation d'un milliard d'euros de capital. L'Etat français apportera, de son côté, 3 milliards d'euros sous forme de prêts (Le Temps, 09/04/2021).

Implantations et investissements croisés

- VOODOO, start-up française évoluant dans le secteur du gaming, poursuit sa croissance sur le marché chinois avec l'aide du cabinet DS AVOCATS qui la conseille sur les problématiques résultant de son implantation asiatique. VOODOO a conclu un partenariat avec TENCENT en août 2020 pour favoriser son développement en Chine. VOODOO propose notamment des jeux simples, adaptés à l'usage du smartphone et qui pourront facilement être transposables sur WECHAT, le célèbre réseau social chinois. (Affiches Parisiennes, 13/04/2021)
- MANOIR INDUSTRIES, référence française centenaire de la métallurgie est menacé de démantèlement car son actionnaire chinois majoritaire depuis l'été 2020, CAM SCP, n'a pas apporté les fonds qu'il s'était engagé à verser avant novembre 2020. CAM SCP avait acquis les parts de YANTAI TAIHAI, premier acteur nucléaire privé chinois pour les pièces moulées et forgées, qui avait investi massivement dans MANOIR INDUSTRIES dès 2013. MANOIR INDUSTRIES est présent sur divers secteurs à travers la transformation des métaux pour la pétrochimie, le nucléaire, l'aéronautique, l'énergie, et la fourniture de pièces pour l'armement ou les engins de travaux publics. Le groupe possède des filiales au Royaume-Uni et en Chine et réalise un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros dont 70% à l'export, mais a vu cinq de ses six filiales françaises être placées en redressement judiciaire en 2021. (L'Express et Ouest France, 03/04/2021)

Autres initiatives de coopération

- GAIA-X, initiative franco-allemande à dimension européenne pour le développement d'une infrastructure de données efficace et sécurisée, a accueilli 212 nouveaux membres au début du mois d'avril 2021, dont des entreprises américaines et des entreprises chinoises, au premier rang desquelles figure le géant des télécoms HUAWEI. Le French GAIA-X hub, rassemblant les acteurs français tentant de construire une offre cohérente de *cloud computing* européen, a souhaité clarifier la situation et rassurer les sceptiques quant à l'entrée de tels acteurs au sein du projet européen. Une tribune publiée dans *Le Monde* le 6 mai 2021 a expliqué que i) toutes les entreprises adhérentes ne recevront pas systématiquement le label pour proposer leurs services sur GAIA-X, qui répond aux exigences strictes des utilisateurs ; ii) les fournisseurs chinois pourront être membres de GAIA-X sans voir leurs offres inscrites dans le catalogue ; iii) ne pas accueillir ces entreprises serait une erreur, puisque la majeure partie de l'offre cloud mondiale est faite par les grandes entreprises américaines et chinoises ; iv) les intégrer au projet permettra un meilleur partage des données. (Usine digitale, 07/05/2021)

- La coopération franco-chinoise sur l'impact du changement climatique dans l'océan Arctique lié à la fonte de la banquise s'accélère. Dans le cadre de l'accord de coopération franco-chinois et dans le cadre du projet ICAR-CHINARE (impact de la fonte de la glace sur le développement du phytoplancton), onze expéditions océanographiques ont déjà été organisées depuis 1999. Les chercheurs du Laboratoire d'Océanographie et du Climat : Expérimentations et Approches Numériques de Paris (LOCEAN) ont pu participer aux campagnes à bord du brise-glace Xue Long à partir de 2008, ce qui a permis de documenter la fonte des glaces de mer (collectes d'échantillons, mesures de paramètres océanographiques). (Recherches arctiques, 03/05/2021)
- Le centre d'excellence franco-chinois aux métiers de l'efficacité énergétique a été inauguré à Pékin le 25 mars 2021. S.E.M. l'Ambassadeur Laurent BILI s'est rendu sur place avec le directeur adjoint des relations internationales du Ministère de l'Éducation, l'inspecteur de première classe de la Commission éducative de Pékin, le président du Collège polytechnique de Pékin, le président et la vice-présidente et responsable des affaires du développement durable de SCHNEIDER ELECTRIC Chine. Il s'agit d'un nouveau centre de formation professionnelle issu de la collaboration entre le Collège polytechnique de Pékin, SCHNEIDER ELECTRIC, et France EDUCATION INTERNATIONAL qui avaient signé à la fin 2019 une déclaration d'intention permettant au dispositif d'arbore le label « Centre d'excellence de formation technique à l'étranger ». (Ambassade de France en Chine, 02/04/2021).

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong

Olivier Le Baube, CCE France

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres.

Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.